

« 21.4. THURAYA MAGHREB S.A. s'engage, dans les « formes et les délais fixés par la législation et la réglementation en « vigueur et par le présent cahier des charges, à communiquer à « l'ANRT les informations suivantes :

- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - les conventions de location de capacités ;
- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - ..... ;
- « - ..... ; et
- « - ..... ;

*(La suite sans modification)*

« Article 22. – *Non-respect des conditions légales et « réglementaires de la licence et du cahier des « charges*

« 22.1. Faute par THURAYA MAGHREB S.A. de remplir « les obligations relatives à l'installation et à l'exploitation de son « réseau qui lui sont imposées par la législation et la « réglementation en vigueur et par le présent Cahier des Charges, il « est passible, et sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales, « des sanctions prévues aux articles 30 et 31 de la loi n° 24-96 « susvisée.

« 22.2. Faute, par THURAYA MAGHREB S.A., de « communiquer les informations exigées par la législation et la « réglementation en vigueur, régissant notamment l'interconnexion « des réseaux publics de télécommunications, l'utilisation des « fréquences radioélectriques et des équipements de télécommunications, « ce dernier s'expose aux sanctions prévues à l'article 29 *bis* de la « loi n° 24-96 susvisée.

« 22.3 Aucune des sanctions légalement prises en vertu du « présent article n'ouvre droit à indemnité au profit de THURAYA « MAGHREB S.A.

*(La suite sans modification.)*

**Décret n° 2-05-1463 du 22 rabii I 1427 (21 avril 2006) portant modification du cahier des charges de la société Soremar S.A.R.L.**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications promulguée par le dahir n°1-97-162 du 2 rabii II 1418 (7 août 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée ;

Vu le décret n° 2-97-1024 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) fixant la liste des services à valeur ajoutée ;

Vu le décret n° 2-97-1025 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) relatif à l'interconnexion des réseaux de télécommunications, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-97-1026 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) relatif aux conditions générales d'exploitation des réseaux publics des télécommunications, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-97-1027 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) relatif aux conditions de fourniture d'un réseau ouvert de télécommunications ;

Vu le décret n° 2-03-195 du 20 rabii I 1424 (22 mai 2003) portant attribution d'une licence pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau public de télécommunications par satellites de type GMPCS à la société Soremar S.A.R.L. ;

Vu le décret n° 2-97-813 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) portant application des dispositions de la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications, en ce qui concerne l'Agence nationale de réglementation des télécommunications ;

Vu le décret n° 2-04-532 du 14 jomada I 1425 (2 juillet 2004) portant délégation d'attributions et de pouvoirs à M. Rachid Talbi El Alami, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des affaires économiques et générales ;

Vu l'avis de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 14 rabii I 1427 (13 avril 2006),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le cahier des charges de la société Soremar S.A.R.L. annexé au décret susvisé n° 2-03-195 du 20 rabii I 1424 (22 mai 2003) est modifié conformément à l'annexe jointe au présent décret.

ART. 2. – Le ministre des finances et de la privatisation et le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des affaires économiques et générales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*

*Fait à Rabat, le 22 rabii I 1427 (21 avril 2006).*

DRISS JETTOU.

Pour contreseing :

*Le ministre des finances  
et de la privatisation,*

FATHALLAH OUALALOU.

*Le ministre délégué  
auprès du Premier ministre  
chargé des affaires économiques,  
et générales,*

RACHID TALBI EL ALAMI.

\*

\* \*

**Modification du cahier des charges de la licence  
attribuée à la société Soremor S.A.R.L.  
pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau public  
de télécommunications par satellites de type GMPCS**

« Article 3. – *Textes de référence*

« 3.1 La licence attribuée à Soremor S.A.R.L doit être  
« exécutée conformément à l'ensemble des dispositions législatives,  
« réglementaires et des normes marocaines et internationales en  
« vigueur, notamment les normes fixées ou rappelées par le présent  
« Cahier des Charges ainsi que des textes suivants :

« .....

« – le décret n°2-05-772 du 6 jourmada II (13 juillet 2005)  
« relatif à la procédure suivie devant l'ANRT en matière de  
« litiges, de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de  
« concentration économiques

« – l'arrêté du ministre des télécommunications n° 310-98 du  
« 25 février 1998 fixant les redevances pour assignation de  
« fréquences radioélectriques tel qu'il a été modifié et  
« complété.

*(La suite sans modification.)*

**« Chapitre 2**

*« Conditions d'établissement et d'exploitation du réseau*

« Article 9. – *Conditions d'établissement du réseau*

« .....

« 9.6. Utilisation des domaines public/privé de l'Etat pour  
« l'installation des équipements

« .....

« 9.6.2. Mise à disposition d'infrastructures

« Conformément aux dispositions de l'article 22 *bis* de la  
« loi n° 24-96 telle qu'elle a été modifiée et complétée et les textes  
« pris pour son application, Soremor S.A.R.L bénéficie du droit  
« d'accéder notamment aux ouvrages de génie civil, aux artères et  
« canalisations et aux points hauts doivent disposer les  
« personnes morales de droit public, les concessionnaires de services  
« publics et les exploitants de réseaux publics de télécommunications.

« Les accords de co-implantation ou de partage des  
« installations visées au présent paragraphe font l'objet d'accords  
« commerciaux et techniques entre les parties concernées. Ces  
« accords sont transmis dès leur signature à l'ANRT. L'ANRT  
« tranche les litiges y relatifs.

*(La suite sans modification.)*

« Article 11. – *Conditions d'exploitation commerciale*

« 11.3. Publicité des tarifs

« ..... ;

« La notice portant publicité des tarifs se fera dans les  
« conditions suivantes :

« – un exemplaire de la notice est transmis à l'ANRT au  
« moins trente (30) jours avant l'entrée en vigueur de tout  
« changement envisagé. L'ANRT peut exiger de Soremor  
« S.A.R.L de modifier tout changement de tarif de ses  
« services ou de leurs conditions de vente, s'il apparaît que  
« ces changements ne respectent pas, notamment, les règles  
« de concurrence loyale et les principes d'uniformité des  
« tarifs nationaux des services de télécommunications. Ils  
« doivent être justifiés, à la demande de l'ANRT, au regard  
« des éléments de coûts y afférents.

« – un exemplaire de la notice définitive, librement  
« consultable, est mis à la disposition du public dans  
« chaque agence commerciale ou point de vente d'un  
« sous-traitant chargé de la commercialisation des services  
« en question.

« .....

« 11.4. Comptabilité analytique

« Soremor S.A.R.L se conforme aux prescriptions de  
« l'article 4 du décret n° 2-97-1026 susvisé pour la tenue et l'audit  
« de sa comptabilité analytique.

« 11-5 .....

« 11.6 Egalité de traitement des usagers

« .....

« .....

« Les modèles des contrats proposés par Soremor S.A.R.L au  
« public

« sont soumis au contrôle de l'ANRT qui vérifie que le  
« contrat indique avec clarté et exactitude notamment les éléments  
« suivants :

« – les services offerts par Soremor S.A.R.L, les délais de  
« fourniture et la nature des services de maintenance ;

« – la période contractuelle minimale de souscription du  
« contrat et ses conditions de renouvellement ;

« – Les obligations de qualité de service de Soremar S.A.R.L  
 « et les compensations financières ou commerciales versées  
 « par Soremar S.A.R.L en cas de non respect de ces  
 « obligations ;

« – les pénalités supportées par le client en cas de retard de  
 « paiement et les conditions d'interruption du service, après  
 « mise en demeure, en cas d'impayé ; et

« – les procédures de recours dont le client dispose en cas de  
 « préjudice subi du fait de Soremar S.A.R.L.

« .....

### « Chapitre 3

« *Contribution aux missions générales de l'Etat*

« Article 12. – *Respect de l'environnement*

« L'installation des infrastructures doit se faire dans le respect  
 « de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux ainsi que  
 « dans les conditions les moins dommageables pour le domaine  
 « public et les propriétés privées.

« Les travaux sur la voie publique, nécessaires à  
 « l'établissement de ces infrastructures, sont à la charge de Soremar  
 « S.A.R.L et doivent s'effectuer conformément aux règlements et  
 « exigences techniques de voirie en vigueur.

« Article 13. – *Contribution à la recherche, à la formation et à la  
 « normalisation en matière de télécommunications*

« Conformément aux dispositions de la loi n° 24-96 telle  
 « qu'elle a été modifiée et complétée, Soremar S.A.R.L contribue  
 « annuellement au financement des programmes de recherche et de  
 « formation.

« Le montant annuel de cette contribution est fixé :

« – à 0,75 % du chiffre d'affaires de Soremar S.A.R.L au  
 « titre de la formation et de la normalisation,

« – et à 0,25 % de son chiffre d'affaires au titre de la recherche.

« Le financement et la réalisation de ces programmes s'effectuent  
 « conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

« Article 14. – *Contribution aux missions et charges du  
 « service universel*

« Soremar S.A.R.L contribue annuellement au financement  
 « des missions du service universel, dans la limite de deux pour  
 « cent (2 %) de son chiffre d'affaires, conformément à la législation  
 « et la réglementation en vigueur.

« Article 15 (*abrogé*)

« .....

### « Chapitre 5

« *Responsabilité de Soremar S.A.R.L*

« Article 21. – *Information et contrôle*

« .....

« 21.4. Soremar S.A.R.L s'engage, dans les formes et les  
 « délais fixés par la législation et la réglementation en vigueur et  
 « par le présent cahier des charges, à communiquer à l'ANRT les  
 « informations suivantes :

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - les conventions de location de capacités ;

« - ..... ;

« - ..... ;

« - ..... ; et

« - .....

(*La suite sans modification*)

« Article 22. – *Non-respect des conditions légales et  
 « réglementaires de la licence et du cahier des  
 « charges*

« 22.1. Faute par Soremar S.A.R.L de remplir les obligations  
 « relatives à l'installation et à l'exploitation de son réseau qui lui  
 « sont imposées par la législation et la réglementation en vigueur et  
 « par le présent Cahier des Charges, il est passible, et sans  
 « préjudice d'éventuelles poursuites pénales, des sanctions prévues  
 « aux articles 30 et 31 de la loi n° 24-96 susvisée.

« 22.2. Faute, par Soremar S.A.R.L, de communiquer les  
 « informations exigées par la législation et la réglementation en  
 « vigueur, régissant notamment l'interconnexion des réseaux publics de  
 « télécommunications, l'utilisation des fréquences radioélectriques et  
 « des équipements de télécommunications, ce dernier s'expose aux  
 « sanctions prévues à l'article 29 *bis* de la loi n° 24-96 susvisée.

« 22.3 Aucune des sanctions légalement prises en vertu du  
 « présent article n'ouvre droit à indemnité au profit de Soremar  
 « S.A.R.L.

(*La suite sans modification.*)□